

*L'ajournement*

On peut comprendre très rapidement ce que cela signifie en lisant une lettre du président du Conseil de recherches médicales, M. Malcolm Brown. Je ne citerai que quelques passages de sa lettre, dans laquelle il expose les mesures que prend le Conseil pour faire face aux restrictions imposées par le gouvernement:

Les missions scientifiques, les bourses de recherche aux professeurs et le programme des bourses d'été pour les recherches universitaires ont été suspendus pour l'année 1976-1977.

Le concours pour les subventions de juin 1976 a été annulé. Les subventions générales à la recherche ont toutes été diminuées d'un tiers pour l'année 1976-1977.

Une réduction de 3 p. 100 sera effectuée dans les subventions de fonctionnement (à l'exclusion de l'aide offerte aux stagiaires approuvés et aux assistants professionnels) pour toutes les subventions du Conseil de recherches médicales pour l'année 1976-1977, sauf les subventions à terme qui en sont à la troisième année et les prix de sortie.

Permettez-moi de faire consigner au compte rendu quelques extraits des lettres qui ont été adressées au premier ministre (M. Trudeau). En voici une qui vient de ma province, plus précisément de M. J. C. Haworth, professeur de pédiatrie au Centre des sciences sanitaires de l'Université du Manitoba. Voici ce qu'il a déclaré:

La réduction de nos programmes de recherches aura les résultats suivants:

Premièrement, étant donné qu'environ 70 p. 100 du financement de la recherche sert à payer le personnel, la diminution des crédits alloués à la recherche entraînera inévitablement la mise à pied de certains membres du personnel technique. Hormis les difficultés personnelles que cela entraînera, il faut bien admettre qu'un grand nombre de ces personnes ont reçu une formation poussée et sont très compétentes dans leur domaine et qu'il faudra des années pour en former d'autres et pour qu'elles atteignent le même niveau de compétence, lorsque les crédits à la recherche afflueront de nouveau.

Voici une lettre adressée au premier ministre par le Dr D. G. Scraba, chargé de cours au département de biochimie de l'Université d'Alberta:

Je suis d'accord avec l'intention manifestée par votre gouvernement de limiter ses dépenses, mais j'admets difficilement l'ordre des priorités adopté pour les compressions budgétaires. Ce n'est sûrement pas une économie de \$7,000,000 sur l'ensemble du budget fédéral qui peut justifier le tort qu'on va causer à la recherche médicale dans l'immédiat et à long terme.

Il termine comme suit:

Ces restrictions auront pour résultat net de retarder dans l'immédiat l'avancement de la recherche médicale au Canada, et de menacer sérieusement ses possibilités d'avenir. Une fois que l'élan et l'enthousiasme seront brisés en ce domaine, il faudra beaucoup de temps pour les ranimer.

Je pourrais poursuivre sur ce sujet. Je dirai simplement que lorsque le gouvernement limite la recherche scientifique que aux quelques millions de dollars qu'il offre cette année, alors que nous avons un budget dépassant largement les 30 milliards, ses priorités sont pour le moins idiotes, lorsqu'on pense surtout aux critiques adressées par l'Auditeur général dans son dernier rapport.

Permettez-moi de consigner quelques-unes des observations de l'Auditeur général. On a payé à Ottawa \$487,000 en loyers de locaux inoccupés en 1974-1975, et ce chiffre atteindra probablement les 4.5 millions en 1975-1976. Le ministère de la Défense nationale va construire à sa base de Saint-Jean un centre d'enseignement des langues coûtant 88 millions de dollars. Nous consacrons aux alentours du milliard de dollars aux installations olympiques, pour une fête de trois semaines. Nous avons dépensé 10 millions sur l'aéroport de Pickering, qu'on a laissé en plan. Finale-

[M. Orlikow.]

ment, depuis six ans que le gouvernement parle de modération, le nombre des hauts fonctionnaires est passé de moins de 400 à peu près à plus de 1,000, c'est-à-dire qu'il a été multiplié par 2.5. Il s'agit de hauts fonctionnaires qui gagnent de \$30,000 à \$65,000 par an. Il paraît évident que les restrictions imposées par le gouvernement dans le domaine de la recherche scientifique sont non seulement stupides mais pour le moins criminelles.

**M. B. Keith Penner (secrétaire parlementaire du ministre des Sciences et de la Technologie):** Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'entendre le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) exprimer de manière aussi sincère et franche son inquiétude à propos des budgets de la recherche scientifique.

Le député est un parlementaire chevronné et il est député depuis un bon bout de temps; il sait très bien que le gouvernement actuel s'est toujours engagé à maintenir et à élargir le potentiel de la nation pour ce qui est de la recherche dans le domaine des sciences naturelles, médicales ou sociales. La recherche permet d'acquérir des connaissances qui, espérons-le, permettront d'améliorer la condition humaine. Nous admettons tous cela. On a confié la majeure partie des recherches fondamentales aux universités parce que ce sont elles qui offrent le plus de liberté et de stimulation et partant, de faire un travail de très grande qualité.

Les députés savent ce qui est arrivé dans les universités, surtout dans les années 60. Au cours de cette période, les inscriptions aux cours du baccalauréat dans les universités ont doublé et les inscriptions aux cours d'études supérieures ont quintuplé. Nous n'avons qu'à nous demander quels ont été au cours de cette période la participation et le rôle du gouvernement fédéral. Le budget de subventions et de bourses d'études du Conseil de recherches au cours de la même période a augmenté de 20 p. 100 par année.

**M. Orlikow:** Que s'est-il passé depuis une couple d'années?

**M. Penner:** Tous les députés qui ont le moindre bon sens fiscal savent que cette allure des dépenses ne pouvait tout simplement pas continuer indéfiniment. Il devait nécessairement se produire un changement dans la priorité des dépenses du gouvernement, et c'est la situation dans laquelle nous nous retrouvons à l'heure actuelle. Nous reconnaissons maintenant, avec un peu de regret, que nous vivons dans une époque de restrictions fiscales, et chaque secteur de notre économie doit porter sa part du fardeau de cet effort en vue de réduire l'inflation, y compris le secteur scientifique.

Malheureusement, la recherche scientifique ne peut pas faire exception. Il y a des restrictions budgétaires et il y a une discipline budgétaire, et je crois que les scientifiques et les chercheurs au Canada peuvent apprendre à s'accommoder car cela ne signifie quand même pas que nos équipes de chercheurs seront démantelées. Il s'agit d'apprendre à s'accommoder des contraintes actuelles. C'est un défi qui se pose à nous tous, mais j'ai personnellement bien confiance en nos scientifiques et chercheurs canadiens, et je crois qu'en dépit de ces restrictions financières qui leur ont été imposées ainsi qu'à d'autres secteurs de l'économie, ils continueront à contribuer à l'accumulation de connaissances à laquelle nous nous attendons et dont nous avons besoin.